Bolivie: l'aménagement communautaire des forêts dans l'histoire des peuples indigènes

Dans un document élaboré dans le cadre du FOMABO (Aménagement forestier des terres tropicales de la Bolivie), projet fruit d'un accord passé entre les Universités KVL du Danemark et UAGRM - UMSS de Bolivie avec le soutien de DANIDA, les caractéristiques principales de l'aménagement communautaire des forêts sont décrites, en relation avec les multiples usages que les peuples indigènes font de la forêt. Dans la compréhension native, la forêt est la "grande maison" de l'indigène -ce que représente le supermarché pour les non-indigènes le représente la forêt pour les indigènes- où il s'approvisionne de tous les biens et les aliments nécessaires et où se concentrent les différentes relations de travail et socioculturelles. Dans l'univers indigène, le territoire est l'espace nécessaire qui donne lieu aux activités de production et de reproduction de la nature et toutes deux permettent de profiter adéquatement des ressources naturelles existantes dans les forêts. L'aménagement communautaire des forêts, d'après ces caractéristiques, se définit comme les multiples usages et aménagements des ressources des forêts de la part des peuples indigènes.

Avant l'arrivée des européens aux terres basses de la Bolivie par le Rio de la Plata en 1535, les peuples indigènes constituaient différentes communautés ethniques ayant un dénominateur commun basé sur la relation dominante nature-être humain, où l'être humain profite des cycles de reproduction de la nature à travers la cueillette d'espèces sylvestres, la pêche et la chasse. Ce système s'est maintenu au cours du temps et fait partie actuellement des systèmes d'aménagement et d'usage traditionnel de l'espace et des ressources naturelles dans leurs territoires respectifs. Mais il fait partie également des caractéristiques de l'identité sociale en tant que peuples indigènes qui maintiennent leurs propres valeurs tout en adoptant, assimilant et fusionnant d'autres connaissances provenant de cultures différentes.

L'identité sociale indigène actuelle est le résultat d'un ensemble d'ententes et de mésententes avec d'autres secteurs sociaux différents et du syncrétisme des valeurs d'autrui: la religiosité, les systèmes d'organisation (capitaineries, conseils municipaux, zones agraires), les systèmes de travail communal (minga) qui par la suite ont fait partie des usages et des aménagements traditionnels: cueillette, chasse pêche et multiples usages du bois. Tous ces aspects sont rassemblés dans leur vision actuelle de l'univers, présentée comme la restructuration de leurs territoires ancestraux et l'interpellation à l'Etat et à la société au nom d'un développement basé sur une identité propre et à partir d'une prise de pouvoir au niveau national et local.

On peut conclure que, en ce qui concerne les communautés qui habitent des zones forestières, la pratique, la production et l'utilisation des produits forestiers au niveau du village font souvent partie de systèmes sociaux complexes qui règlent l'aménagement des ressources et où beaucoup de facteurs liés à notre capacité d'intervenir en apportant des solutions forestières n'ont pas un caractère forestier. Il s'agit principalement de facteurs humains, associés aux modalités d'organisation de l'exploitation des terres et des autres ressources. Par conséquent, des approches spécifiques sont nécessaires pour chaque situation et les solutions générales adoptées ainsi que les approches orientées vers un seul élément de la situation seront difficilement réussies.

C'est ainsi que les analyses initiales qui ont été faites en ce qui concerne la nature de la dépendance de la population vis-à-vis des arbres et de leurs produits dérivés se sont révélées sous certains aspects incorrectes ou incomplètes et donc, les solutions trouvées ont été inappropriées. C'est le cas, notamment, des solutions concernant la diminution de la disponibilité de bois de chauffage et de celles concernant les interventions contradictoires dans l'organisation sociale et institutionnelle existante dans les communautés. Même les projets qui essayaient d'identifier les besoins, les aspirations et les possibilités locales, dans la pratique les actions étaient davantage basées sur les opinions des planificateurs et des autres agents externes que sur celles de la population locale elle-même. Trop fréquemment, le dialogue tendant à faire participer la population locale n'a été établi qu'une fois le projet déjà conçu et élaboré.

Le concept de "développement forestier communautaire" a été très confusément présenté et manque de clarté en ce qui concerne sa nature et son objectif. Parfois, l'emploi de ce terme générique a camouflé la grande diversité d'objectifs fixés par les projets de développement forestier communautaire. Souvent, la conception et l'exécution de ces projets ont souffert du manque de transparence en ce qui concerne les objectifs qui avaient été fixés ou qui étaient prioritaires. Même si certains de ces objectifs peuvent être compatibles entre eux, voire se renforcer mutuellement, d'autres peuvent se révéler contradictoires. Il est improbable que la plantation d'arbres destinée a remplir une mission écologique, telle que la protection du sol, fournisse suffisamment de produits commercialisables et soit économiquement profitable à l'agriculteur. De la même manière, il est improbable que la plantation d'arbres destinée à créer des revenus bénéficie à ceux qui possèdent peu de terres ou n'en ont pas du tout. Difficilement pourra-t-on satisfaire et les besoins de subsistance et ceux du marché en employant un modèle unique de production. Il est improbable, par ailleurs, que des projets conçus originairement pour atteindre un objectif de production servent aussi à atteindre un objectif social rajouté à posteriori, comme par exemple celui de bénéficier aux pauvres, à moins qu'ils soient dûment restructurés.

Le développement forestier communautaire ne constitue donc pas une discipline ou un programme à part mais une dimension de la sylviculture, de l'agriculture, de l'énergie rurale et autres composants du développement rural. Bien que dans d'autres expériences, l'aménagement communautaire des forêts ait été considéré comme faisant partie des activités des populations "rurales", l'importance qu'on lui confère en général a toujours été d'ordre secondaire, vu seulement en tant que plantations d'arbres et non pas comme une activité principale des usages et des multiples aménagements des ressources de la forêt tel qu'il est postulé actuellement. En fait, l'institutionnalisation de l'aménagement communautaire des forêts en tant que multiples usages et fonctions de la forêt signifiera l'institutionnalisation et la reconnaissance des pratiques des peuples indigènes amazoniens.

D'après: "Entendiendo la historia de los pueblos indígenas para promover la forestería comunitaria como una alternativa de desarrollo socio-económico local en las TCO's", José Martínez Montano, jomartinez@scbbs-bo.com, Projet FOMABO (le document intégral est disponible sur http://www.wrm.org.uy/paises/Bolivia/TCO.doc)